

MM. Paul Perrin.
Daniel Peletin.
Henri Petit.
Antoine Piant.
Albert Piquemal.
Michel Plouvier.
Pierre-Pregniard.
Jacques Quivy.
René Rivaud.
Arthur Robert.
Jacques Roché.
Claude Santelli.
Henri Sevrain.
Pierre Signoret.
Paul Sigris.
Julien Speybrock.
Albert Taurisson.
Georges Touroude.
Gabriel Vincendon.
Louis Voeltzel.
Arnaud Weill.
Robert Wery.

M^{me} Madeleine Portemont-Vanriest.

Art. 6. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 novembre 1946.

GEORGES BIDAULT.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le ministre de l'éducation nationale,
M.-R. NAEGLÉN.

Décret du 29 novembre 1946 portant attribution de la médaille de la Résistance française.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur la proposition du ministre de l'éducation nationale,

Vu l'ordonnance n° 42 du 9 février 1943 instituant une médaille de la Résistance française;

Vu l'ordonnance du 7 janvier 1944 relative à l'attribution de la médaille de la Résistance française;

Vu l'avis de la commission de la médaille de la Résistance française du 1^{er} octobre 1946,

Décète :

Art. 1^{er}. — La médaille de la Résistance française est décernée à :

M^{me} Edith Durand (à titre posthume).
Jeannine Lejard (à titre posthume).
Edmonde Robert (à titre posthume).

Art. 2. — La médaille de la Résistance française est décernée à :

MM. Simon Andrieu.
Etienne Bernard (à titre posthume).
Georges Bleret (à titre posthume).
Charles Bonafedi (à titre posthume).
Gérard Bost (à titre posthume).
Lucien Collin (à titre posthume).
Marcel Collin (à titre posthume).
Laurent Colnat (à titre posthume).
Claude Couson (à titre posthume).
Pierre Cuvelier (à titre posthume).
Marcel Dubois (à titre posthume).
Marcel Fauth (à titre posthume).
Jacques Florentin (à titre posthume).
Hubert Gonachon (à titre posthume).
Pierre Grelot (à titre posthume).
Gabriel Haure-Place (à titre posthume).
Lucien Janssoone (à titre posthume).
Lucien Legros (à titre posthume).
Robert Levillon (à titre posthume).
Jean Nicoli (à titre posthume).

MM. Maurice Piedpremier (à titre posthume).
Maurice Roy (à titre posthume).
Robert Stivert (à titre posthume).
Pierre Tardif (à titre posthume).
Louis Veylet (à titre posthume).
Alfred Coste-Floret.

Art. 3. — La médaille de la Résistance française est décernée à :

M^{me} Marie Amet, née François.
Georgette Bataille.
Nelly Bonamour, du Taire, née Linoille.
Paulette Caboulet.
Madeleine Courbeillon.
Maria Courtex, née Gallot.
Marie-Thérèse Debrabant, née Hector.
Lucienne Idoiné.
Odette Jaclaud.
Juliette Lefloch.
Judith Loyn, née Denys.
Louise Madelaine.
Jeanne Mathieu.
Suzanne Roussel.
Jeanne Tarragouis.
Marcelle Vichard, née Maurice.

Art. 4. — La médaille de la Résistance française est décernée à :

MM. Roger Allègre.
Achille Ansart.
Georges Archidice.
Augustin Baillicon.
Marcel Berthel.
Louis Blanc.
Augusto Charlier.
Guy Caudron.
Guy Chevalier.
André Clerc.
Marcel Commissaire.
André Cuny.
Raymond Debbin.
Fernand Debruyne.
Roland Delnef.
Pierre Deon.
André Dubet.
Jean Esteve.
Jacques Faggianelli.
Louis Foulheron.
Paul Genet.
Albert Gernez.
Roger Gorze.
Caroman Ilache.
François Jacquot.
Gilbert Jacquot.
Guy Jarry.
Fernand Kesteloot.
René Kleitz.
Firmin Lavergne.
Max Lafaye.
Robert Lambert.
Martial Lapicida.
Jean Liffmann.
Benjamin Maltero.
Jean Mougin.
Henri Parrot.
Guy Pascaud.
Gaston Pernot.
Raymond Peyrat.
Edmé Philippot.
Georges Portemont.
Noël Poulain.
Georges Reboul.
Jean Roches.
Honoré Romane.
Sailly.
Dominique Salini.
André Sauvage.
Joseph Storck.
Yves Tahgy.
Jean Tangy.
Fernand Tardieu.
Raymond Torrencq.
André Valence.
Marcel Vignot.
Robert Villeguey.
Henri Vrillon.
Georges Wartel.

Art. 5. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 novembre 1946.

GEORGES BIDAULT.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le ministre de l'éducation nationale,
M.-R. NAEGLÉN.

Education physique et sportive.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 28 mars 1915 relatif au statut d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive, modifié par l'arrêté du 25 octobre 1915;

Vu l'arrêté du 20 mars 1915, modifié par l'arrêté du 25 octobre 1915, relatif au diplôme de maître d'éducation physique et sportive;

Vu l'arrêté du 31 août 1915 relatif aux sessions spéciales organisées en faveur des victimes de la guerre;

Vu les arrêtés des 16 juillet 1916 relatifs aux mesures spéciales prises en faveur des victimes de la guerre, candidats au professorat et au diplôme de maître d'éducation physique et sportive,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les arrêtés visés ci-dessus complétés et modifiés ainsi qu'il suit :

TITRE V

Examen morphologique et médical.

« Aucun candidat ne peut être admis à subir les épreuves orales et de pédagogie après qu'il n'a été déclaré apte après un examen morphologique et médical.

« Les conditions d'aptitude morphologique et médicale feront l'objet d'une instruction particulière qui sera publiée ultérieurement (Le reste sans changement.)

Art. 2. — Les dispositions de titre « Visite médicale », sont rapportées.

Art. 3. — Le directeur général de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.

Fait à Paris, le 13 novembre 1946.

Pour le ministre de l'éducation nationale et par délégation :

Pour le sous-secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports :

Le directeur général de l'éducation physique et des sports,
G. NOUX.

Enseignement supérieur.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi du 31 juin 1851 et le décret du 22 août 1851 concernant l'organisation des académies;

Vu l'article 7, 1^{er} alinéa, de l'ordonnance du 9 août 1941 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental de la France, valant provisoirement l'acte dit loi en date du 27 juillet 1910, émanant de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français et relatif à la forme des actes administratifs individuels;

Vu l'arrêté du 25 avril 1916 chargeant M. Daure, recteur hors cadre, d'une mission d'administration centrale du ministère de l'éducation nationale en qualité d'adjoint au directeur de l'enseignement supérieur,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est mis fin à la mission confiée à M. Daure par l'arrêté susvisé du 25 avril 1916.

Art. 2. — M. Daure, recteur hors cadre, est nommé recteur de l'académie de Caen, et